

n°268 18/01/08 2€

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS



DE L'UTILITÉ DE COMBATTRE

L'utilité d'un combat

La grève de la faim entamée début janvier par des militants anti-OGM (parmi lesquels José Bové) a eu pour première conséquence de rappeler au gouvernement les engagements pris lors du Grenelle de l'environnement.

Elle montre par ailleurs que le long combat mené depuis des années par ces militants commence à porter ses fruits.

Le fait qu'une instance officielle, la Haute Autorité sur les OGM, (même si elle est contestée par quelques experts) reconnaisse enfin les risques encourus par le maïs Monsanto est important.

Les travaux d'Antoine Messéan, chercheur à l'INRA, ont montré que le pollen propagé parcourait non pas quelques mètres mais plusieurs kilomètres. Les études récentes ont prouvé également la toxicité des OGM pour certaines espèces animales. Quant aux conséquences sur la santé humaine, elles sont pour l'instant mal connues, faute d'études sérieuses.

Les militants anti-OGM ont donc remporté une première victoire. Ceux qui dénonçaient leurs méthodes doivent aujourd'hui reconnaître que la désobéissance civile s'impose lorsque des décisions politiques mettent en péril la santé humaine et l'environnement.

Bernard CARON

LES 25 et 26 JANVIER A PARIS

VENDREDI 25 JANVIER de 19h30-23h à l'AGECA
177, rue de Charonne Paris 11eme

FORUM ALTERNATIVES/ALTERNATIVE

SAMEDI 26 JANVIER 12H

DEFILE FESTIF FORUM SOCIAL MONDIAL

du métro Ménilmontant (Paris 20eme)
vers la salle Olympe de Gouges
15 rue Mermin, Paris 11e métro Voltaire-Léon Blum
puis forums sur place (stand des Alternatifs)

DIMANCHE 27 JANVIER

COORDINATION DES ALTERNATIFS

10h-16h30 au 40, rue de Malte Paris 11eme

- Budget 2008
- Elections municipales
- Développement du mouvement (nouvelles fédérations, cartes 2008, initiatives)
- Université d'été
- Campagne traité constitutionnel

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1108 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

JJ.Boislaroussie, B.Caron, M.Colloghan,
L.David, R.De Penanros, RM.Jennar, J.Douillard,
G.Kuntz, JP.Levebre, H.Mermé,
M.Moscatti, B.Riondet, R.Seibel et
A.Touleron

Photo de Une : H.Askari

Edité par la SARL SECA

(Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835
durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 70 80 96

site : www.alternatifs.org



ABONNEMENT

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE,
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER

ABONNEMENT

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

40 Euros seulement ! Chèques à l'ordre de Rouge et vert journal.

Et zouz ! Le chèque et le bulletin, on met ça dans une
enveloppe pour Les Alternatifs. 40, rue de Malte 75011 Paris

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS
A ROUGE ET VERT*

GREVES DE JANVIER

"Dégradation importante et rapide de la situation des salariés du secteur privé et public toutes catégories confondues, des privés d'emploi et des retraités, accroissement continu de la précarité, pressions à l'allongement du temps de travail dont la remise en cause des 35h, affaiblissement de la protection sociale par les déremboursements et les franchises médicales participent de cette dégradation, la situation devient particulièrement inacceptable en matière de salaires et pouvoir d'achat.

Les hausses de prix se multiplient (logement, alimentation, énergie, transport...) mais les salaires et pensions ne suivent pas ou sont amputés. Le patronat se refuse à ouvrir de véritables négociations-salariales lorsqu'il n'y est pas contraint par des actions syndicales. La situation est maintenant tendue pour de nombreux salariés et leurs foyers, elle appelle des mesures d'urgence, des mesures concrètes. Le pouvoir d'achat des retraités est aussi mis à mal par les effets des réformes des années passées.

De nouvelles menaces se profilent pour l'ensemble des salariés dans la foulée de l'offensive en cours contre les régimes spéciaux de retraite.

Tous ces éléments génèrent une insécurité sociale grandissante. Celle-ci est d'autant plus insupportable que les préconisations du Medef trouvent des relais

puissants du côté du gouvernement et du chef de l'Etat. Ainsi, le fameux slogan de ce dernier («travailler plus pour gagner plus») se traduit maintenant pour les salariés en "travailler plus, plus vieux et pour gagner moins" ».

Le constat qu'exprime la commission exécutive de la CGT, dans son appel du 10 janvier dernier, est explicite. Pour l'essentiel, les Alternatifs le partagent. Reste à le traduire en actes, c'est-à-dire en mobilisations, grèves et manifestations de masse pour mettre en échec Sarkozy et le MEDEF et redonner espoir aux classes populaires.

Les journées du 22 et du 24 janvier prochains, manif à Paris des salariés des régimes spéciaux mardi 22, grève des personnels de la fonction publique et assimilés jeudi 24, n'auraient-elles pas eu plus d'impact si elles avaient été fixées le même jour ?

Pourquoi le 24 n'a-t-il pas une dimension nationale interprofessionnelle, à l'exception de FO et de Solidaires ? Pourquoi la CGT invite-t-elle, fort justement, le 10 janvier à « construire, dans l'unité syndicale, une mobilisation interprofessionnelle début février pour la revalorisation des salaires et des pensions, la défense du pouvoir d'achat dans les secteurs privés et publics » et non le 24 janvier tous ensembles, comme l'ont décidé six fédérations de fonctionnaires, la CE de Force

Ouvrière, le 20 décembre, Solidaires ainsi que plusieurs unions départementales – Loire Atlantique, par exemple ?

Pourquoi ne pas avoir intégré la défense des retraites par répartition et le refus du passage annoncé à 41 annuités de cotisation dès 2012, qui concerne tous les salarié-e-s ?

Chacun-e sait qu'un nouveau – et sans doute brutal - tour de vis social est annoncé au lendemain des municipales de mars prochain.

Pourquoi attendre ?

Bien des syndicalistes et des salarié-e-s s'interrogent et interrogent. A juste titre.

Reste que plus ces mobilisations syndicales annoncées seront puissantes, meilleur sera le rapport de force. C'est pourquoi les Alternatifs appellent leurs militant-e-s et sympathisant-e-s à s'y associer et, notamment, à tout mettre en œuvre pour que les grèves et manifestations unitaires du 24 janvier soient des succès et aussi pour que cette journée soit l'occasion d'assemblée unitaires de grévistes permettant de débattre des modes et moyens d'actions nécessaires pour forger l'unité d'action et réunir et mobiliser le plus grand nombre de salarié-e-s, secteurs privés et secteurs publics, salariés, chômeurs et précaires, actifs et retraités.

Julien DOUILLARD

L'APPEL DES UD CGT, FSU, SOLIDAIRES ET FO DE LOIRE ATLANTIQUE

Mettant à profit les fêtes de fin d'année, le gouvernement a accentué la mise en œuvre de ses contre-réformes. Alors que les négociations dans les régimes spéciaux ne sont pas encore terminées, il annonce que la durée de cotisation passera à 40 ans en 2012 et 41 ans en 2016. Pour tous les autres salariés du public comme du privé, il a décidé le passage à 41 ans dès 2012, et 41,5 années en 2020. S'agissant des chômeurs, le gouvernement prétend imposer des sanctions à ceux qui refuseraient deux "offres valables d'emplois", alors que personne ne connaît le contenu de cette nouvelle notion.

Les progrès sociaux ont toujours été rendus possibles par le "principe de faveur" selon lequel un contrat ou un accord ne peut être, pour les salariés, inférieur en droit à une convention collective ou à la loi.

C'est ce principe que le gouvernement attaque en remettant en cause entre autres la durée légale du travail pour lui substituer des accords d'entreprise.

Les UD CGT-FO, CGT, la FSU et Solidaires appellent tous les salariés du public et du privé, les chômeurs et les retraités à faire grève et à manifester le 24 janvier 2008.

FORUM

"alternatives Alternative"

Forum organisé par les Alternatifs
le vendredi 25 janvier de 19h30 à 23h
à l'AGFCA 177 rue de Charonne M° Alexandre Dumas

DEUX FORUMS :

Désobéissance civile, actions directes non-violentes : résister aujourd'hui

Luttes et projet alternatif

Alex BARRET (Les Déboulonneurs)
Christian VELOT (scientifique citoyen)
Gilles LEMAIRE (Faucheurs Volontaires)
Brigitte WIESER (Réseau Education Sans Frontières)
José BOVÉ (intervention sur la désobéissance civile et les actions directes non-violentes)

NO VOX (sous réserve)

SOLIDARITES ECOLOGIE
les alternatifs
FEMINISME AUTOGESTION

Offensive contre les chômeurs

La fusion ANPE-UNEDIC entre dans le cadre de la privatisation des services publics les livrant à la concurrence, à des opérateurs comme l'indiquent les directives européennes et le traité constitutionnel européen "simplifié" qui reprend avec un autre vocabulaire la « concurrence libre et non faussée ».

Le Sénat a adopté jeudi 10 janvier 2008 le projet de loi de réforme du service public de l'emploi organisant la fusion Anpe-Unedic qui doit, selon le gouvernement, « faciliter les démarches des usagers » mais inquiète les syndicats pour leurs emplois et leurs statuts. Les députés seront saisis de ce texte le 31 janvier 2008 en une seule lecture.

Le nouvel organisme sera chargé d'assurer les cinq missions actuellement dévolue à l'ANPE et à l'Unedic : accueil, orientation, placement, indemnisation et accompagnement du demandeur d'emploi. Selon le gouvernement la fusion devrait permettre de réduire la durée moyenne du chômage de 9 à 3 mois et d'augmenter le nombre de conseillers par chômeurs.

Les syndicats craignent que la réforme ne se traduise par « des pressions sur les demandeurs d'emploi, pour qu'ils acceptent n'importe quel emploi ». Ces craintes sont renforcées par l'annonce par Nicolas Sarkozy, le 3 janvier, de la mise en place de sanctions à l'encontre des chômeurs qui refuseraient « deux offres acceptables » d'emploi. De plus, les chômeurs étant considérés comme des fraudeurs, une nouvelle mesure qui figure dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2008 permet aux CAF de vérifier le train de vie des bénéficiaires du RMI.

Cette politique vise à rendre les chômeurs responsables de leur situation et à les stigmatiser comme des profiteurs du système. Elle dédouane les entreprises et les pouvoirs publics de leurs responsabilités. ■

René SEIBEL

La flexicurité sans la sécurité

La négociation sociale entre le patronat et les 5 syndicats dits représentatifs sur l'assurance chômage, la sécurisation des parcours professionnelles et le contrat de travail s'est achevée vendredi 11 janvier 2008. Les syndicats doivent consulter leurs instances avant de se prononcer sur l'éventuelle signature d'un accord qui aura force de loi. Le gouvernement a annoncé qu'un texte de loi reprenant tout ou partie du document finalisé serait présenté à la fin du premier semestre.

Le projet d'accord entre patronat et syndicats tend à concilier flexibilité pour les entreprises et sécurité pour les salariés. Le texte propose notamment un nouveau mode de séparation négociée entre l'employeur et le salarié (séparation à l'amiable) ouvrant droit à l'assurance chômage et à une indemnité spécifique. Il impose aux salariés de nouvelles mesures de flexibilité telles que l'allongement des périodes d'essai et un nouveau contrat réservé aux ingénieurs et cadres. Du côté de la sécurité, les salariés pourront conserver leurs droits acquis à la formation et, pour au moins trois mois, de leurs

assurances complémentaires santé et prévoyance d'un emploi à un autre ou entre deux emplois.

Ce sont des reculs importants sur les droits en échange de quelques miettes en matière de sécurisation. Comme l'écrit la CGT « avec ce projet d'accord, le patronat gagne donc de la sécurité pour accentuer sa politique de flexibilité » Un collectif constitué par AC !, APEIS, Collectif National pour les Droits des Femmes, Confédération Paysanne, Coordination des Intermittents et Précaires Ile de France, DAL, Fondation Copernic, Génération Précaire, Marches Européennes, MNCP, No Vox, OUPS, SNU-TEFI, Stop Précarité, Union Syndicale Solidaires et soutenu par Les Alternatifs, Collectifs unitaires anti libéraux, Convergence Citoyenne, Les Verts, JC, ont appelé jeudi 10 janvier à se mobiliser contre les « graves reculs » du projet d'accord et appelle à signer la pétition sur le site <<http://www.pourdesdroitsnouveaux.org> <<http://www.pourdenouveauxdroits.org/>>> afin que les syndicats rejettent cet accord. ■

R.S

LA PÉTITION

Pour de nouveaux droits !

Sous la menace brandie par le gouvernement d'un projet de « loi-MEDEF », les partenaires sociaux sont sommés de signer un accord proposé par le patronat sur l'assurance-chômage, la sécurisation des parcours professionnels et le contrat de travail.

Or les propositions du patronat constituent une insulte pour les salariés, avec ou sans emploi. Les reculs contenus dans ce projet d'accord sont d'une gravité extrême et nous appelons les syndicats à rejeter cet accord :

- Doublement ou triplement de la période d'essai,
- séparabilité à l'amiable sans recours

- possible,
- contrat de mission à durée conditionnée par la durée de son objet,
- voies de recours réduites pour les salariés licenciés...

A l'heure où le chômage touche réellement 4,5 millions de personnes, où la précarité et le temps partiel sont imposés à des millions de salarié(e)s, nous nous mobilisons pour conquérir des droits nouveaux : un véritable statut de vie sociale et professionnelle, pour tous et toutes, avec ou sans emploi, assurant la garantie d'un revenu décent et d'une continuité des droits (à la formation, au logement, à la santé, aux papiers...).

Nom	prénom	ville	mail ou téléphone	signature

Réflexion sur la croissance

Lors de sa récente conférence de presse, Sarkozy s'est exprimé sur la société de civilisation qu'il souhaite mettre en place. Il a fait référence à Edgar Morin à qui l'on doit ce concept. Cette allusion idéologique a de quoi étonner.

Les discours antérieurs du président, son style de vie, son goût pour le luxe, les paillettes et l'esbroufe, ont peu de points communs avec la pensée d'Edgar Morin.

Tout aussi étonnants sont ses propos sur la croissance. « *Il faut réfléchir, a-t-il dit aux limites de notre comptabilité nationale et du PNB* » et il a fait appel à deux prix Nobel, l'Américain Joseph Stiglitz et l'Indien Amartya Sen, connu pour ses travaux sur les inégalités, la famine, la théorie du développement humain, l'économie du bien-être et les mécanismes de la pauvreté.

Sans croire à une conversion présidentielle et quelles que soient les motivations et les arrière-pensées de Sarkozy, nous devons saisir l'opportunité du débat qui va s'instaurer dans le pays sur cette question, pour développer notre propre réflexion, comme nous nous étions engagés lors d'un récent congrès.

Au-delà de la remise en cause du mode actuel de croissance et de la critique de l'usage du PIB (Produit Intérieur Brut) comme seul indicateur, nous devons, dans une démarche participative, en prenant en compte les expériences réalisées notamment au Canada et en nous appuyant sur les autres indicateurs du niveau de vie et de la qualité de vie qui existent déjà, tels que l'indicateur élaboré par le PNUD, l'ISDH (Indice sexo spécifique et de développement humain), élaborer des indicateurs plus satisfaisants, dans le cadre d'un projet de civilisation alternative. ■

Bernard CARON

UNE NOUVELLE RUBRIQUE PARTICIPATIVE

Lors de sa dernière réunion, la commission Ecologie a proposé de lancer une nouvelle rubrique dans *Rouge & Vert*.

Il s'agit de présenter, chaque mois, une liste d'ouvrages qui pourraient être utiles à l'ensemble des lecteurs et qui ont pour thème l'écologie, prise dans son sens le plus large (théorie de l'écologie, civilisation écolo-alternative et ses principes-réflexion sur le travail, la croissance, etc-, et bien sûr questions environnementales)

Pour que cette rubrique soit intéressante, il est souhaitable d'obtenir la participation du plus grand nombre.

La coordination de la rubrique sera assurée par Bernard Caron.

Chacun-e peut dès à présent envoyer ses présentations de livres, comprenant les références habituelles, un court résumé et si possible un avis personnel à:

ecologie.rv@gmail.com

A l'avance, merci à toutes et à tous.

R&V

Guéméné altermondialiste

Depuis le printemps 2007, des habitants de Guéméné-Penfao se retrouvent pour élaborer un projet municipal en vue des élections de mars 2008.

Guéméné-Penfao (5 000 habitants) c'est la commune où j'habite. C'est un chef-lieu de canton qui se trouve au nord-est de la Loire-Atlantique et qui appartient avec d'autres communes du Morbihan et de l'Ille et Vilaine à la communauté de communes du Pays de Redon (Madelin en fut le député-maire en d'autres temps).

A Guéméné-Penfao, il y a une municipalité de droite, dirigée par un maire-Conseiller Général de droite.

Pour le situer, ce maire a eu la bonne idée il y a quelques années de faire appel à une société de gardiennage pour assurer la sécurité dans les rues du bourg. Il est aussi le speaker du stade de la Beaujoire où joue le FC Nantes. Cette passion nous vaut de posséder sur le territoire communal 5 terrains de foot, le dernier en synthétique. Et tout comme le FCN s'est retrouvé relégué en division inférieure, nous sommes assez nombreux à vouloir reléguer notre maire... dans l'opposition.

Maintenant il y a aussi des gens de gauche à Guéméné-Penfao.

Et comme souvent ailleurs on retrouve deux groupes de gauche clairement distincts. Un centre gauche regroupé autour de quelques adhérents PS fortement influencé par le lobby local des agriculteurs productivistes et une

gauche alter-mondialiste écolo-antilibérale peu présente dans les partis politiques, peu syndiquée mais très active dans les réseaux associatifs (lutte contre le projet d'aéroport à Notre Dame des Landes, OGM, nucléaire...).

Ces militants de gauche se sont regroupés en 2003, pour défendre une candidature "altermondialiste" aux élections cantonales (résultat 10%) et en 2007, c'est à Guéméné qu'a été organisé le premier meeting départemental de soutien à la candidature de José Bové (250 personnes réunies dont beaucoup de ruraux).

Toujours est-il qu'à force de se retrouver pour refaire le monde, on finit par se dire que l'on commencerait bien par attaquer le chantier par la commune où l'on vit.

La difficulté avec les élections municipales c'est qu'il faut beaucoup de noms sur les listes, chez nous c'est 27.

L'avantage c'est que ça nous évite les candidats que personne ne connaît et qui nous sont envoyés, à chaque élection, par les instances fédérales d'à peu près tous les partis.

De l'autre côté, les militants proches du PS, faisaient le même constat : pas de victoire possible sans les "alters". Ils nous ont donc invités à une première réunion.

La confrontation fut vive: sur les problèmes environnementaux bien sûr, mais aussi sur les problèmes sociaux.

Le problème du logement par exemple est critique dans notre secteur, les

lueurs locaux, qu'ils soient de droite ou de gauche, ne font de cadeaux à personne. Nous avons pourtant réussi à terminer la réunion avec la création de commissions chargées de bosser sur différents thèmes : social, environnement, activités économiques et démocratie. Exemple de difficulté : certains ne voyaient pas l'intérêt de créer une commission démocratie.

Autre exemple de divergence : l'ouverture des réunions à toute la population, certains craignant que le maire actuel ne nous prennent nos idées (la belle affaire...).

Pour certains des copains présents ce soir là, il n'y avait décidément rien à faire avec cette gauche là, d'autres ont décidé de continuer pour voir jusqu'où on pouvait aller. Coté PS, ceux qui souhaitaient empêcher la création d'une liste avec les écolo-anarcho-gauchos ont été mis en minorité lors d'un vote interne à leur groupe.

Un comité de pilotage, chargé de l'organisation a été créé et les groupes de travail se sont attelés à leur tâche. Du début septembre à la fin décembre les réunions se sont succédées. Si le groupe de base compte à peu près 40 personnes, c'est une centaine qui est venue, à un moment ou à un autre, à une des réunions. Par contre, le nombre de femmes présentes est insuffi-

fisant. Il y a aussi un déficit de représentation des 20-40 ans et une surreprésentation des enseignants et des agriculteurs. Tout cela a donc débouché sur un projet et a permis à des personnes nouvelles de s'intéresser à la vie publique.

Pendant tout ce temps, nous nous étions interdits de parler de liste et de tête de liste.

On a un avantage ici, c'est que les derniers leaders locaux, coté PS, se sont si peu montrés à la hauteur qu'ils ont fini par s'effacer mutuellement. Ce n'est donc que le vendredi 11 janvier qu'une réunion est organisée pour régler ce problème. Pour avoir participé à l'aventure des comités anti-libéraux, nous étions quelques uns à savoir que tout pouvait capoter à ce moment là.

Les "alters" ont proposé que la tête de liste soit un représentant du courant majoritaire à la seule condition qu'il fasse consensus. Michel Loquet, dernier président Confédération Paysanne d'une chambre d'agriculture en France, habite à Guémené et c'est lui qui a été désigné à une forte majorité. Quand au groupe des "alters", nous avons obtenu une place parmi les cinq premières. ■

Laurent DAVID

Les Alternatifs nantais sont présents sur la liste d'union des partis de gauche conduite par le maire sortant Jean-Marc Ayrault, avec trois candidats : Aline Chitelman, Louise Guibert et Bertrand Vrain. Depuis 1989 les Alternatifs participent à la majorité municipale nantaise. Cinq autres listes ont d'ores et déjà été annoncées : UMP, MODEM, FN, et, à gauche, Lutte Ouvrière et Nantes à gauche toute, présentée par LCR et EMGAN (indépendantistes bretons). Vous lirez ci-dessous de larges extraits de la conférence de presse annonçant cette décision collective. ■

Pour les salarié-e-s et les couches populaires, la situation est chaque jour de plus en plus difficile:

GRENOBLE :

Le maire PS veut gagner à droite, les grenoblois

Après deux mandats dirigés par une liste de gauche et écologiste, le maire et député PS Michel Destot tente de recomposer une majorité dans laquelle il n'aurait pas besoin de passer un accord au deuxième tour avec celles et ceux qui s'opposent à

ses projets de prestige (Jeux Olympiques, nanotechnologies, grand stade de foot...) et à la rocade nord (tunnel sous la colline de la Bastille à 600 M€). Il est prêt pour cela à recruter large puisqu'il a déjà annoncé sur sa liste l'ancien président de l'association « Les amis de

Nicolas Sarkozy », rejeté de la droite par Carignon l'ancien maire corrompu, lequel fait profil bas dans cette élection après la baffe des législatives (perte de la circonscription dans laquelle il se présentait au profit d'une socialiste fidèle de Destot). Évidemment ici comme ailleurs, la présence du Modem dès le premier tour sur la liste du maire est évoquée, l'UMP ayant de son côté désigné sa tête de liste par la voix de Sarkozy : le président des « Jeunes Populaires », inconnu à Grenoble, Fabien de Sans Nicolas.



De notre côté, nous avons présenté récemment notre liste « Écologie et Solidarité en actes ». Cette liste qui sera conduite par une femme, Maryvonne Boileau, seule présidente rouge et verte d'office HLM d'une grande ville, est un rassemblement citoyen autour des nos thèmes et est soutenue par les trois mouvements (le parti local ADES, les Verts et les Alternatifs). Trois Alternatifs figurent sur cette liste en 4e, 13e et 18e position. Rappe-

Résistance!

la droite applique son programme de démantèlement de la protection sociale, des services publics, du droit du travail. La précarité de l'emploi progresse et le pouvoir d'achat est au plus bas. Résister au rouleau compresseur ultra-libéral et à la chape de plomb sur les libertés publiques que met méthodiquement en place le couple Sarkozy-Fillon est un enjeu droite-gauche des prochaines élections locales, municipales et régionales.

L'engagement direct et personnel du président de la république et du premier ministre au côté de la cheffe de file de la droite nantaise pour reconquérir la ville est emblématique.

À gauche, la situation est calamiteuse. La gauche politique ne s'est pas remise des traumatismes de 2002 et 2007. La gauche altermondialiste et antilibérale est politiquement en miettes. Le PS, totalement absent des deux principales mobilisations sociales du second semestre 2007, celles des cheminots et celles de

la jeunesse, est sans projet. Il poursuit son chemin vers une « social démocratie assumée », avec un accompagnement des politiques libérales et un renoncement à la transformation sociale.

Renforcer une majorité à gauche c'est donner aux nantais-es davantage d'atouts pour résister au rouleau compresseur sarkozyste ; c'est le véritable enjeu de l'élection municipale nantaise.

EtonNantes !

Dès 1989, les Alternatifs ont choisi de participer à la liste de la gauche unie pour défaire Nantes de l'emprise d'une droite sectaire et réactionnaire tout en pointant déjà leurs positions spécifiques à l'époque sur le refus d'une centrale nucléaire, au Carnet ou ailleurs, et sur le droit de vote des résidents étrangers. Sur ces deux points d'ailleurs nous n'avons pas changé !

Depuis trois mandats, les Alternatifs ap-

précient que les engagements électoraux pris par Jean-Marc Ayrault aient été appliqués. C'est positivement le cas des 150 mesures pour Nantes de 2001.

En dépit des positions nationales divergentes, les élu-e-s Alternatifs de Nantes ont contribué avec les autres forces de la majorité municipale de gauche à ce que Nantes avance en matière de solidarité, d'écologie urbaine et de pratique démocratique.

Les Alternatifs nantais estiment que pour conduire une politique crédible, il faut :

- un projet qui englobe le programme et lui donne du sens afin que les citoyennes et les citoyens puissent se l'approprier, le modifier et l'enrichir ;
- démontrer une capacité à faire et à changer les choses en accord avec le projet, traduction en action de l'ambition affirmée.

Sur ces deux points, les Alternatifs constatent que le bilan des trois mandatures de gauche à Nantes traduit bien un projet et la capacité à faire. Ce bilan, d'une équipe et d'une politique, nous conforte dans nos options en faveur d'une gauche volontairement transformatrice, soucieuse de chacun des quartiers de Nantes et de la qualité de l'environnement de tous. C'est cette voie que les Alternatifs nantais ont décidé de poursuivre.

Faire vivre la liberté, l'égalité, la fraternité et la solidarité, c'est :

- conforter les droits politiques et sociaux, traquer le travail précaire, encore présent dans nos collectivités, donner aux Commissions d'Appel d'Offre, les moyens d'arbitrer en faveur des entreprises respectueuses des droits sociaux pour leurs salariés et dans la réalisation des prestations fournies. C'est faire jouer le mieux disant social. C'est développer l'Economie Sociale et Solidaire. Ces choix politiques doivent être mis en oeuvre aussi bien dans les services de la Ville et de la Communauté Urbaine que dans les SEM.

- construire une véritable égalité des droits en combattant les discriminations de tous ordres ; conquérir l'extension des droits politiques sociaux et culturels pour les résidents étrangers non communautaires ; se battre toujours pour que les

ois ne le lai sseront pas faire !

ions que notre liste a obtenu onze élus en 95 et 2001 et a fait près de 20% au premier tour en 2001 contre 30% à la liste PS-PC-PRG.

Destot se met la barre très haut puisqu'il dit « composer une liste pour gagner dès le premier tour ». Or, en 95, la victoire n'a été obtenue au deuxième tour qu'avec 54% des voix et pas plus de 51% en 2001... Il va donc falloir ratisser très large et très à droite, le centre étant ici inexistant et en plus compromis avec le corrompu (le chef du Modem local ayant été embauché par Carignon à son cabinet).

Loin de ces calculs dans lesquels on est prêt à s'allier à n'importe qui, notre liste compte mener une campagne offensive en disant bien haut que notre but n'est pas de faire tel ou tel score, mais de donner la chance à Grenoble de devenir la première grande ville de France ayant à sa tête une équipe verte et alternative. L'usure du pouvoir, le cumul des mandats, les alliances dans lesquelles les électeurs ne s'y retrouvent pas, peuvent

nous donner raison ! Après le premier tour si nous sommes en tête à gauche, Destot devra choisir d'abandonner ses mauvais projets ou de donner la ville à la droite...

Quelques thèmes de notre campagne :

Nous voulons :

- Une grande politique de petits travaux, dans tous les quartiers.
- Soutenir et faire confiance au tissu associatif en garantissant son indépendance.
- Promouvoir une économie plus sociale et solidaire, locale et non délocalisable.
- Une ville respirable avec priorité à la santé
- Une ville démocratique
- Une ville dynamique, solidaire et ouverte à toutes les cultures

Plus d'informations sur notre site de campagne www.grenoble-ecologie-solidarite.fr et sur mon blog www.gilleskuntz.fr

Gilles KUNTZ
Adjoint Alternatif à Grenoble

droits des femmes s'affirment concrètement, que la mixité se généralise à tous les niveaux des organisations ; impulser une entrée de genre dans toutes les politiques publiques ; mettre un terme aux relégations, qu'elles soient spatiales dans les quartiers d'habitat social, qu'elles soient sociales par les discriminations à l'embauche, par un habitat indigne. Logement d'urgence et mixité sont des priorités ainsi que l'accès aux services publics et à la ville. Les politiques en matière d'habitat, d'aménagement urbain et de déplacements sont les pivots pour construire cette égalité.

- forger le vivre ensemble qui constitue le ciment de notre existence sociale et de notre culture; favoriser et développer les expressions culturelles, qu'elles soient classiques ou populaire, centrales ou de proximité, patrimoniales ou actives dans des ateliers d'écriture ou de mémoire, par des groupes émergents comme par des structures stables. La culture vivante intègre à la fois la mémoire, le jeu et la vie sociale. Notre démocratie doit être revisitée, de la démocratie locale à la démocratie active dans chacun des quartiers mais aussi dans l'agglomération ; avec l'implication des citoyennes et citoyens dans de nouveaux dispositifs, fussent-ils plus complexes à mettre en place.

- inscrire la répartition des richesses et des ressources collectives au fronton des politiques publiques. Développer les services publics, ajuster les tarifications en fonction des conditions économiques et sociales des usagers, en faisant contribuer davantage les acteurs les plus aisés et en jugeant l'intérêt des décisions prises à la boussole de l'utilité sociale et du mieux disant écologique. La croissance doit cibler les besoins sociaux et les secteurs qui vont dans le sens d'une diminution de la pression sur les ressources naturelles et sur l'environnement.

En matière d'écologie urbaine par l'aménagement des espaces publics et un bâti économe, le développement durable doit

se traduire en matière d'aménagement des territoires et d'infrastructures routières, ferroviaires et aéroportuaires.

Les pouvoirs locaux, mairies, les conseils généraux et régionaux doivent être un lieu de résistance à une évolution dévastatrice des « réformes sarkozystes » annonciatrices de régressions sociales d'ampleur.

Les divergences des Alternatifs avec les forces politiques rassemblées dans la majorité municipale nantaise sont publiques et assumées comme telles. C'est le cas notamment pour Donges-Est, le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes, la régularisation des sans papiers, le refus du traité Européen ou les réponses à la délinquance. Mais il reste clairement une large convergence de positions sur la plupart des questions locales. Parce qu'au quotidien de la Ville et de ses habitant-es, la gauche et la droite, ce n'est pas du tout pareil, les Alternatifs nantais font clairement le choix d'une nouvelle majorité de gauche autour d'un nouveau programme municipal garant d'une répartition solidaire et du respect de l'environnement et soucieux d'associer en permanence les citoyen-ne-s à sa réalisation.

Pour les Alternatifs, la participation à la municipalité nantaise et son exécutif est donc à la fois revendiquée et critique. Ce choix n'entrave en rien les campagnes politiques que nous contribuons à développer, telle aujourd'hui la campagne pour exiger un référendum sur le traité Européen, et notre volonté de rassemblement de la gauche altermondialiste et antilibérale. Car on ne battra pas durablement la droite de combat, aujourd'hui au pouvoir, en la suivant sur le fond pour ne critiquer que sa méthode. La logique libérale n'est pas à tempérer mais à combattre. L'engagement des Alternatifs pour une liste d'union des forces de gauche à l'élection municipale de Nantes est, pour nous, indissociable de celui pour la construction d'une vraie gauche de transformation sociale et écologique. ■

A Vaulx-en-Velin, il y a

Vaulx-en-Velin, 40000 habitants, ville populaire de l'agglomération lyonnaise, verra s'affronter deux listes de gauche en mars : une liste « LA GAUCHE CITOYENNE » conduite par le Maire sortant Maurice Charrier (rattaché au Grand Lyon au groupe « Gauche Alternative Ecologique et Citoyenne ») et rassemblant d'ores et déjà : PCF, Les Alternatifs, LO, les associations locales Initiative Citoyenne et Sans carte de Gauche –les Verts restant en discussion à ce jour 12 janvier-.

Une liste dite « RenouVaulx à Gauche » conduite par la Conseillère Générale PS Hélène Geoffroy (avec le soutien du PRG, du MRC et de groupes locaux) A noter pour la petite histoire que si 2 candidats concurrents s'étaient présentés aux législatives sous l'étiquette « Gauche Alternative 2007 », l'un, Abdel Belmokadem, que nous avons soutenu et qui avait obtenu près de 6% sur la ville de Vaulx-en-Velin, est candidat sur la liste Charrier, et l'autre, Morad Aggoune (4% sur Vaulx) est candidat sur la liste Geoffroy ...

L'évocation de Vaulx-en-Velin par Sarkozy et Fadela Amara comme lieu initialement prévu pour présenter le « plan banlieues » le 22 janvier (pré-

Du "neuf à gauche" à Bagnolet

La municipalité PCF, PS, Verts aura passé sept longues années de son mandat à de stériles querelles internes en tournant résolument le dos à la gestion démocratique, à ses engagements et à ses électeurs. La municipalité sortante est complètement décrédibilisée, son bilan est navrant. C'est pourquoi Bagnolet Plurielle, la LCR et les Alternatifs proposent une alternative municipale à gauche autour de la défense des services publics, le soutien et l'amélioration du Centre Municipal de Santé; pour un urbanisme et des logements de qualité pour tous, qui préservent l'environnement et les ressources naturelles; pour un projet éducatif de l'enfance qui donne à nos écoles les moyens de garantir à tous les enfants de Bagnolet l'accès à la citoyenneté. Parce que nous pouvons mettre ce projet en œuvre, là, maintenant, nous avons décidé de présenter une liste commune aux élections municipales du 9 mars 2008.

Nous voulons construire le rassemblement d'une gauche de gauche, qui permette aux citoyens d'intervenir dans tous les domaines de la vie locale et nationale sans rien se laisser imposer. Ce rassemblement est possible aujourd'hui à Bagnolet. ■

René SEIBEL

Gauche et Gauche ...

sentation reportée finalement à plus tard et peut-être ailleurs) confirme l'enjeu particulier que représente cette ville. Quels que soient les gouvernements, on ne compte plus les ministres qui s'y pressent.

Depuis l'élection de Sarkozy, nous devons déjà avoir vu passer 5 ministres ...

Derrière un certain agacement de voir se perpétuer ainsi une stigmatisation de cette ville et de ses habitants, il y a aussi une reconnaissance positive d'une certaine réussite de la mutation d'une ville populaire dont les habitants cumulent pourtant des situations sociales difficiles, parmi les plus difficiles de France ...

Les Alternatifs (qui ont 3 élus dans la majorité sortante conduite par Maurice Charrier) partagent le bilan d'une équipe qui, loin de se contenter de politiques au rabais parce que nous serions dans une ville populaire, a toujours voulu miser sur le meilleur, sur la plus grande qualité dans tous les domaines :

- qualité de l'espace urbain
- qualité du service au public
- qualité des équipements qui favorisent la vie sociale.

Les Alternatifs sont satisfaits de voir se rassembler à Vaulx la gauche de transformation sociale pour cette élection, alors que cette même gauche « antilibérale » était dispersée lors des dernières échéances. Un rassemblement indispensable alors que le Parti Socialiste, qui conduit uneliste concurrente, cherche à faire cesser ce qui reste pour lui une anomalie : une ville de gauche qu'ils ne contrôlent pas !

Un rassemblement indispensable aussi pour développer des capacités de résistance face à la politique de démolition sociale de Sarkozy.

Nous abordons cette échéance avec confiance, car nous savons que les Vaudais sont fiers des changements vécus dans leur ville, qu'ils identifient à la politique obstinée menée par l'équipe de Maurice Charrier.

Nous sommes confiants aussi parce que nous savons que nous portons un projet en phase avec les aspirations des habitants, s'attaquant à la crise du logement accessible, développant les solidarités, reconnaissant la richesse de la diversité de sa population, et que nous sommes en capacité d'apporter des réponses nouvelles en terme d'écologie urbaine (avec un Agenda 21 pour la ville) et en terme de démocratie active. ■

Alain TOULERON

Pour une alternative à gauche à Poitiers

Résister, contre la droite

Les élections municipales seront la première échéance d'importance nationale après un an de pouvoir de Sarkozy et de l'UMP. Cela doit être un moyen d'exprimer le rejet de cette politique réactionnaire et "décomplexée" de la droite et de ses relais municipaux.

Le nouveau candidat de l'UMP à la mairie de Poitiers, Stéphane Braconnier, a prévenu à l'occasion de son investiture : « les Poitevins aussi ont droit à la rupture ». La liste Sarkozy est notre pire adversaire.

Le candidat du Modem à Poitiers, M. Mahou, joue sur la perte de repères idéologiques et entretient la confusion entre droite et gauche, en menant une campagne très « communication/médias ».

De la résistance à l'alternative

Pour lutter contre les casseurs de l'État social il faut d'abord dire non à cette politique et s'y opposer. Or, le PS, de plus en plus engagé dans le social-libéralisme, ne dénonce la politique de Sarkozy que sur la forme. Sur le fond, il se prononce pour la suppression des régimes spéciaux, pour un allongement supplémentaire de la durée de cotisation de toutes les retraites. Il soutient la manœuvre de Sarkozy pour imposer la Constitution européenne sans référendum. Sur le plan politique, il ne cache plus ses sympathies politiques pour le Modem.

Pour lutter contre Sarkozy il faut d'abord ne pas être d'accord avec lui. Or, de reniements en abandons, cette gauche molle a légitimé la cohérence politique de la droite dure : privatisation des services publics, subventions à fonds perdus aux entreprises qui continuent de licencier, baisse du coût du travail comme solution au problème du chômage.

Poitiers : une ville pas si rose que ça

Sur Poitiers, la gauche plurielle se réclame des acquis de l'équipe des années 1970 comme la municipalisation de l'eau ou la politique d'animation des quartiers. Mais depuis, la spéculation immobilière a fait son œuvre, entraînant inflation des prix, construction spéculative, destructions de logements bon marché. De nouveaux quartiers sont totalement sous équipés en services publics et commerces de proximité (St Eloi, Patis).

M Claey's, la tête de liste du PS, a participé à toutes les évolutions vers le social libéralisme. En tant que député, il a voté, par exemple la privatisation de France Telecom, malgré ses promesses. Aujourd'hui il défend le projet d'autonomie des universités (LRU).

Les subventions à fonds perdus, directement ou indirectement, attribuées à Michelin ou à la compagnie d'aviation Ryanair n'ont jamais été utilisés pour faire pression sur ces patrons voyous.

La collecte des ordures est toujours assuré par une multinationale qui empêche des bénéficiaires au passage.

Municipales : développer la démocratie pour satisfaire les besoins sociaux

La meilleure façon de lutter contre le capitalisme n'est pas de l'accompagner toujours plus mais de développer les résistances et les solutions alternatives à tous les niveaux même sur le plan municipal. Il est possible localement d'avancer des propositions répondant aux besoins de la population, favorisant la participation du plus grand nombre aux choix de la cité tout en s'inscrivant dans une logique anticapitaliste. Localement aussi des mesures concrètes peuvent être prises en faveur des salariés et pour le bien de tous.

C'est un mouvement de résistance et d'alternative qu'il s'agit de créer et de développer dans la durée pour faire de la commune un lieu privilégié d'appropriation citoyenne et populaire du débat et de la décision politiques, et un point d'appui pour les luttes futures.

Nos élus se battront notamment pour

une remunicipalisation, sous contrôle de la population, de la collecte des ordures ménagères. Ils donneront la priorité au développement des services publics pour répondre aux besoins sociaux du plus grand nombre (petite enfance, 4ème age, logement social....) et défendront la démocratie directe contre l'opacité de fonctionnement de la CAP.

Pour le deuxième tour, il s'agira d'abord de battre la droite (UMP et Modem). Et dans le cadre d'un deuxième tour si notre liste obtient plus de 5%, nous proposerons une fusion technique avec la liste de gauche pour appliquer la proportionnelle. Car faut-il le rappeler, la représentation proportionnelle est la représentation la plus juste des différentes sensibilités exprimées lors d'une élection. Ce ne sera donc pas un accord politique (qui implique des concessions par la suite) mais un moyen de faire respecter la démocratie en permettant la représentation d'un électorat que le scrutin majoritaire fait disparaître.

Les élu(e)s de notre liste garderont leur indépendance. Ils soutiendront les mesures positives mais n'hésiteront pas à s'opposer et à mobiliser contre les mesures négatives. Nous savons que c'est par la mobilisation de la population que se gagnent les plus grandes conquêtes.

Une campagne pour rassembler celles et ceux qui refusent le libéralisme

A travers cette campagne nous cherchons à mettre en commun les expériences et les réflexions pour élaborer des propositions qui répondent aux urgences de l'heure et aux revendications qui s'expriment ici et maintenant. Ce sera aussi l'occasion de tracer des pistes et de vérifier à travers les débats et les expériences partagées les possibilités de convergence.

C'est sur cet objectif que la LCR, les Alternatifs et des citoyens et citoyennes qui s'engagent ont décidé d'appeler en commun à la constitution d'une liste pluraliste de gauche indépendante du social-libéralisme : « liste citoyenne pour une alternative à gauche ».

S'il y a bien un « n°1 » sur la liste (une femme, et c'est la seule liste dans ce cas) la campagne est animée par un duo : Myriam Desbourdes de la LCR et Bruno Riondet, des Alternatifs. ■

Mireille MOSCATI

A Paris, la gauche de la gauche, puis toute la gauche ... contre la droite

D'accord pour unir d'abord la gauche de la gauche, puis toute la gauche afin de battre la droite.

La difficulté tient à ce que les élections municipales sont également une occasion unique pour proposer l'autogestion non comme une incantation rituelle mais comme la solution concrète aux problèmes concrets et actuels de l'impérialisme capitaliste, au moins dans le domaine des institutions politiques et comme corollaire à l'autogestion nécessaire des entreprises (première étape : par l'extension des pouvoirs des comités d'entreprise).

Le système institutionnel municipal dans les villes est la base de la fossilisation, de la stérilisation, de l'aliénation bureaucratique de la vie politique française : On se fait élire maire puis député pour constituer la forteresse mandarinale, appuyée à la fois sur la manipulation publicitaire et sur la bureaucratie municipale dont la règle est : plus on embauche moins ça marche et moins ça marche plus on embauche - et inversement.

Il faudrait donc obtenir au moins que nos camarades de la LCR, sans doute un peu gonflés par les sondages, ne se prennent pas déjà pour le nouveau parti stalinien en réclamant à la manière de feu le PCF : l'embauche immédiate de 1 million de fonctionnaires ! ce qui constitue un véritable « trou noir » de la démagogie tribuniciste, quand on sait que la France bat déjà tous les records mondiaux de lourdeur bureaucratique ! L'URSS défunte a totalement prouvé l'impossibilité d'une édification socialiste par l'étatisation. Le tribunicisme est le pire discours qu'on puisse tenir aux exploités : promettre ce qu'on sait ne pas pouvoir tenir.

La gauche radicale est dans l'impasse parce qu'elle n'a pas de stratégie crédible à opposer à la dangereuse offensive de révolution conservatrice de Sarkozy. Le seul axe disponible est l'autogestion généralisée de l'économie et de la politique ce qui suppose le dépérissement de l'Etat - l'amaigrissement des bureaucra-

ties -, le choix d'une gestion rigoureuse, rentable et la RTT comme base écologique et humaniste à un développement durable. Elle garantit un meilleur partage des richesses à la source et sans l'usine à gaz de l'assistanat.

Il faudrait donc faire campagne sur le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux conseils de quartiers institutionnalisés, élus et révocables », par exemple de cinq élus pour mille électeurs (taux en vigueur dans nos communes rurales) et dont la réunion générale remplacerait le conseil municipal.

Une pyramide démocratique nombreuse et vivante de grands électeurs (conseillers municipaux) permettrait ainsi d'informer tous les citoyens de tous les problèmes concrets d'une gestion sociale et cultivée, de les faire participer en permanence aux décisions, d'enrayer l'érection des féodalités électorales des Besson, Strauss Kahn, Lang et Kouchner, caricatures de réformateurs, prêts à la trahison sans phrase pour aller à la soupe. Des milliers de gestionnaires bénévoles seraient disponibles pour une gestion efficace, vivante, économe.

L'urbanisme est la tâche principale d'une municipalité.

Il faudrait donc réclamer à Paris la piétonisation des sept premiers arrondissements plutôt qu'organiser la pollution en bloquant la circulation avec des bouchons. Il faut arracher l'architecture de la capitale aux seules décisions de Bouygues, de Vinci et de leurs promoteurs ignares, écarter les grosses entreprises d'architecture, ouvrir des concours ouverts aux agences de moins de dix salariés, faire voter les Parisiens sur Internet sur les projets d'architecture opérationnels.

Généraliser la municipalisation des sols, diminuer les densités, ouvrir des squares dans les arrondissements qui en sont dépourvus, etc. Interdire la publicité murale ou dans les boîtes aux lettres, etc. ■

Jean-Pierre LEFEBVRE

L'affaire du Clem, l'arbre qui cache la forêt

Nous publions ci-dessous, avec l'amicale autorisation de son auteur, un article paru dans le numéro de décembre 2007 de «Brest Nouvelle Citoyenneté», le journal de nos amis de l'Autre Gauche du Pays de Brest.

Consacré à la question de la déconstruction des navires en fin de vie (mise en lumière par les tribulations du Clémenceau sur les mers de la moitié du Globe), cette contribution pose les enjeux croisés de la politique industrielle, de l'emploi, de l'impact écologique comme de nos relations aux Pays du Sud

Il est de bon ton dans les milieux autorisés de se désoler de la désindustrialisation de notre région.

Et pourtant - mais qui le sait ? - de Cherbourg à Saint-Nazaire en passant par Brest, Concarneau et Lorient, le grand Ouest avec sa façade Manche-Atlantique constitue la première concentration industrielle navale européenne.

Entre les chantiers civils et militaires de construction et de réparation, leurs sous-traitants et fournisseurs, 25 000 à 30 000 emplois régionaux en dépendent.

Les nouvelles contraintes environnementales qui interdisent désormais que nos bateaux en fin de vie soient coulés ou transférés hors d'Europe pour être démolis offraient une belle opportunité de renforcer le potentiel industriel naval de notre région en mettant en place une véritable filière de déconstruction.

Compte tenu de ses capacités industrielles et de son environnement technologique, Brest, où attendent d'être démolis deux unités de premier rang de la Marine - le Clémenceau et le Colbert - aurait dû, tout naturellement, s'imposer comme principal site de cette nouvelle filière.

Malheureusement, par manque d'intérêt de l'Etat, faute aussi d'une volonté affirmée des acteurs socio économiques du pays de Brest, d'un engagement des politiques locaux à la hauteur des enjeux, et malgré les multiples interventions de notre groupe BNC en ce sens, cette filière d'avenir ne verra sans doute pas le jour ici.

L'occasion manquée avec le Clem, n'est-elle pas l'arbre qui cache la forêt? Le désintérêt pour la déconstruction, le révélateur de la désaffection de notre pays pour son industrie navale?

Le dernier épisode du feuilleton nazairien est à ce titre très instructif.

On se souvient dans quelles conditions, il n'y a pas deux ans, Les Chantiers de l'Atlantique, le fleuron de notre construc-

tion navale civile, avaient été bradés par Alstom -et donc l'Etat, son premier actionnaire à l'époque- au groupe norvégien Aker. Neuf mois plus tard, ce dernier se dessaisissait de tous ses actifs navals. Et l'on apprend, fin octobre, que 39% de ceux-ci sont désormais propriété du constructeur naval coréen STX Shipbuilding.

L'impensable est donc arrivé. Moins de deux ans après le désengagement d'Alstom, c'est un groupe coréen qui devient le premier actionnaire des Chantiers. Le danger de cette prise de participation n'est pas immédiat : un chantier naval n'est pas un atelier de confection, ça ne se délocalise pas.

Mais dans trois à cinq ans, une fois pillée la technologie sophistiquée de fabrication des paquebots (un marché extrêmement rémunérateur sur lequel Les Chantiers sont très présents), et aussi de navires militaires (les BPC notamment, dont Les Chantiers ont le savoir faire), le risque est grand que STX entreprenne directement la construction de tels bâtiments en Corée dans des conditions de coût telles qu'ils supplanteront rapidement leurs homologues européens.

A terme, c'est Saint-Nazaire qui est le plus directement menacé. Mais compte tenu des liens industriels tissés au fil des ans entre les différents sites de la façade Manche-Atlantique, l'ensemble de l'industrie navale régionale et tous ses travailleurs risquent de souffrir.

Et tout ceci se met en place, une fois encore, dans l'indifférence quasi générale. Car, mis à part les travailleurs des Chantiers et leurs élus locaux, cette menace majeure pour l'avenir de notre industrie navale n'a suscité jusqu'à présent que peu de réactions.

Réticence à créer une filière de déconstruction, abandon de notre savoir faire industriel à des in-

térêts concurrents, jusqu'où allons nous laisser filer cette industrie ?

Il est temps d'en finir avec ce scénario du déclin qui à terme ne peut conduire qu'à la marginalisation de notre industrie navale!

Nous devons exiger de l'Etat, qu'en concertation avec les trois régions du Grand Ouest concernées, il arrête une stratégie industrielle offensive pouvant assurer la pérennité de ce pilier industriel régional et ainsi garantir durablement l'activité et l'emploi de tous ceux qui en vivent. ■

Roland DE PENANROS

i Voir BNC n° 12

LA LGV...COMME UNE LETTRE À LA POSTE... DEMAIN PRIVATISÉE ELLE AUSSI ?

Depuis quelques semaines le débat public dans la Vienne est reparti à propos de la ligne LGV Tours-Bordeaux. La plupart des commentateurs sont enthousiastes ou acceptent bon gré mal gré ce projet. Mais la plupart de ces commentaires oublie « prudemment » de parler de la privatisation de cette ligne !

Si la privatisation fût absente du discours public pendant la plus grande partie de l'élaboration du dossier, la perspective de l'introduction de ce critère a changé en profondeur les potentielles améliorations qu'il était possible d'espérer.

Contrairement aux apparences la privatisation n'est pas apparue au cours des 2 années écoulées, mais a quasiment depuis les origines été présente à l'esprit de SNCF puis de RFF.

Au niveau européen il est prévu depuis 1984 que le TEN (réseau trans-européen) doit couvrir l' Europe d'un « maillage » de 150 projets de transports. Ce maillage, initié par un ensemble de lobbies d'industriels et d'entrepreneurs très puissants, doit servir à faciliter les transports voyageurs et marchandises dans l'optique de la mondialisation.

Dès le mois d'août 95, un rapport de l'Assemblée Nationale fait état de la séparation envisageable de SNCF en 2 unités : « il s'agit ainsi d'organiser l'accès aux réseaux pour de nouveaux opérateurs non propriétaires des réseaux ». Or il n'est fait mention nulle part dans le dossier des Etudes Préliminaires 98 de cette possibilité.

L'Europe (et nos gouvernants qui participent à son fonctionnement), veut toujours son TEN grand réseau de l'Atlantique à l'Oural, mais a du mal à le financer. Mr Kinnock, le Commissaire aux Transports, sollicite en 1997, l'assistance des lobbies du BTP, des cimentiers, des constructeurs de matériels. Il propose aussi que les gouvernements de l'Union doublent leurs budgets transports entre 2000 et 2006.

Et il reprend une idée vieille de 10 ans formulée par ces mêmes lobbies : le partenariat public / privé .

Hasard sans doute qui la même année, en février 1997, fixe le démantèlement de SNCF en deux structures distinctes : SNCF garde le trafic et une nouvelle entité : RFF, désormais propriétaire des réseaux est chargée de leur gestion et de commercialiser leurs capacités.

Les 2 établissements seront juridiquement distincts, et la

LES MENSONGES SUR LE TRAITE DE LISBONNE

France va ainsi au-delà des exigences de Bruxelles qui ne demandait que la séparation comptable.

La dette de SNCF est transférée à RFF (qui se trouve ainsi sur-endettée le jour de sa création !), les finances de SNCF sont assainies, elle va pouvoir commencer à faire des bénéfices ce qui est censé attirer des opérateurs privés. Ils pourront ainsi entrer en concurrence avec elle.

Mais le réseau devient par ce fait accessible à la concurrence d'abord avec le fret en mars 2003, puis avec le trafic voyageur par les PPP (partenariat public / privé) en 2005, sachant que la 3ème étape sera franchie avec l'ouverture totale du réseau vers le trafic voyageurs.

Nous sommes avec la LGV Tours / Bordeaux la 1ère ligne ferroviaire de voyageurs entièrement dédiée au privé. Le CIACT (Comité pour Aménagement du Territoire) du 14/10/05 ayant fait le choix de concéder la LGV au privé : »pendant une période voisine de 50 ans, sa conception ,sa réalisation, son financement, sa gestion et sa maintenance « .

La privatisation en 1995 du rail anglais a conduit à sa re-nationalisation progressive à partir de 2001. La gestion privée purement financière a conduit à une augmentation des tarifs, un délaissement de l'entretien, des accidents multiples dont certains mortels, une abondance d'offre pour les horaires rentables et un abandon pour les autres.

Rappelons que dans le montage financier le concessionnaire ne participera qu'à hauteur de 50% des coûts, le reste étant de l'argent public, qu'il versera une « location » à RFF mais qu'il empochera la totalité des recettes !!

Qui règlera les surcoûts, les investissements d'accompagnement, le matériel roulant et installations de maintenance associées, la dé-saturation du nœud ferroviaire de Poitiers (60 M eur. en 2003), l'amélioration des installations électriques (10 M.eur.en 2003), la 2ème phase du bouchon ferro. de Bordeaux (102 M.eur. en 2003), la mise à niveau de la gare Montparnasse (non chiffrée), et les investissements importants pour faire passer du fret sur la ligne classique (219 M eur. en 2004) , rappelons que le fret fut l'argument majeur pour nous vendre la LGV .

Pourquoi n'avoir pas sérieusement envisagé une adaptation de la ligne actuelle ? Que signifie cette empressement à vouloir coûte que coûte faire la part belle au privé ?

Les Alternatifs de la Vienne entendent défendre différents modes de transport, notamment le train pour les marchandises. Mais refusent que les intérêts privés se voient offrir un boulevard à chaque occasion. ■

Bruno RIONDET

(article écrit d'après les notes très fournies de Christine Bechaud)

Libéraux de droite comme de gauche, UMP, Modem et direction du PS, relayés par la presse patronale (Le Monde, Libé, Le Figaro, ..), diffusent, comme en 2005, une série de mensonges à propos du traité modificatif européen (Traité de Lisbonne) qu'ils veulent voir ratifié à tout prix. En voici 5, parmi d'autres :

A propos de la laïcité :

Nouveauté par rapport au Traité établissant une Constitution pour l'Europe (TCE) : « l'héritage religieux » est mentionné comme « source de la démocratie, de l'Etat de droit et des libertés fondamentales » ; par contre, comme dans le TCE, l'Union Européenne (UE) reconnaît les Eglises, mais pas la laïcité (le mot et la chose sont absents des textes). Le retour en force de l'ingérence des Eglises est ainsi encouragé. L'Europe des Lumières s'obscurcit dangereusement. Les droits des femmes à peine conquis sont directement menacés. Le Vatican triomphe avec l'aide du chanoine qui préside la République.

A propos de la démocratie :

Comme dans le TCE, quelques dispositions renforcent le poids du Parlement européen, mais celui-ci reste largement un Parlement croupion : il n'est pas l'unique législateur et ses pouvoirs de contrôle sont limités (pas de séparation des pouvoirs), il ne peut pas proposer ses propres textes (le monopole de l'initiative est maintenu en faveur de la toute puissante Commission européenne qui peut s'opposer aux attentes du Parlement et du Conseil des ministres tous deux pourtant issus du suffrage universel). Le citoyen qui peut changer, par le suffrage universel, son maire, son parlementaire, son gouvernement est totalement impuissant face à une Commission européenne qui n'est pas comptable de ses actes. Le traité modificatif ne modifie pas le caractère technocratique et opaque d'une Commission européenne plus que jamais aux ordres des lobbies de la finance et du business.

A propos du néolibéralisme des politiques européennes :

La disparition de la formule « concurrence libre et non faussée » du TCE n'entraîne pas de changement dans l'orientation des politiques. Un article rappelle le primat d'une « économie de marché ouverte où la concurrence est

libre » et un protocole (même valeur que le traité) indique que « le marché intérieur comprend un système garantissant que la concurrence n'est pas faussée ». La seule politique de l'UE, c'est, plus que jamais, de mettre en concurrence toutes les activités humaines. Pas de place pour la coopération ; pas de place pour la solidarité. Mme Merkel l'a confirmé au Parlement européen : en ce qui concerne le libéralisme des politiques, « rien ne va changer ».

A propos des services publics :

Rien n'est plus mensonger que d'affirmer que l'UE protège désormais les services publics (baptisés « services d'intérêt général »). Un protocole dont l'intitulé parle des « services d'intérêt général » ne concerne en fait dans son contenu que les « services d'intérêt économique général » lesquels sont soumis aux règles de la concurrence. Il s'agit-là d'une formidable mystification de la part des auteurs du traité. Comme ceux-ci l'ont déclaré : « la liberté d'établissement et la liberté de circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services continuent de revêtir une importance capitale ».

A propos de la mondialisation néolibérale :

L'affirmation selon laquelle désormais l'UE protégerait contre la mondialisation est totalement mensongère et démentie par le texte : celui-ci renforce les pouvoirs de la Commission européenne pour négocier des politiques de dérégulation à l'OMC. Les pouvoirs du Comité 133 sont consacrés et renforcés dans la mesure où il ne devra plus se prononcer à l'unanimité.

Son opacité demeure. La négociation de la mise en oeuvre de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS), dont l'objectif ultime est la privatisation de toutes les activités de services qu'elles soient nationales régionales ou municipales, en sera facilitée. Le traité de Lisbonne facilite la soumission des services publics locaux aux règles de l'AGCS. ■

Raoul-Marc JENNAR

On trouvera d'autres éléments de réflexion sur l'Europe et le traité modificatif (traité de Lisbonne) dans le livre que je viens de faire paraître : « Quelle Europe après le non ? » (Fayard).

**Pour un mouvement politique alternatif, autogestionnaire,
écologiste, féministe, altermondialiste.
Pour la convergence des forces de la gauche de
transformation sociale.
Pour faire vivre la presse autogestionnaire
en 2008.**

je m'abonne à Rouge et Vert

je rejoins les Alternatifs

[cochez la case correspondant à votre/vos réponse(s)]

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

.....

Courriel :

Ci-joint chèque de 40 euros à l'ordre de Rouge et Vert journal
Envoyez ce bulletin aux Alternatifs 40, rue de Malte 75011 Paris



Depuis Maromme

CONTRIBUTIONS AU DEBAT WEEK END DE REFLEXION ALTERNATIF DE MAROMME (12 et 13 janvier)

Cette réunion de travail organisée par les comités Paris Sud et Rouen agglomération a rassemblé une quarantaine de personnes, dont une bonne partie de jeunes. L'intervention de la Choral'ternative de Rouen a été particulièrement appréciée.

La réunion s'inscrivait dans le cadre de la préparation

du Congrès des Alternatifs de la fin 2008. Elle s'est organisée autour de trois thèmes : conjoncture sociale et politique et action du mouvement, synthèse du rouge et du vert, autogestion.

Rouge et Vert publie première contribution à cette réunion.

UNE POLITIQUE « ROUGE ET VERTE »

Le "rouge" et le "vert" : pris séparément, ce sont des axes politiques fondamentaux, aussi bien pour répondre aux problèmes générés par notre société capitaliste, que pour construire, à tous les niveaux, la société à laquelle nous aspirons. Sont-ils nécessairement liés, et si oui, comment ? Le vert peut-il aller sans le rouge, le rouge sans le vert ? Comment mener la démarche rouge et la démarche verte de front ? Quelles pistes doit nécessairement suivre une politique rouge et verte ? Quelles propositions "alternatives" peut-on adjoindre à des mesures politiques classiques ?

Les problèmes sociaux et écologiques comme conséquence de la société capitaliste mondialisée

La racine commune aux problèmes sociaux et écologiques qui semble la plus évidente, c'est la volonté de profit maximal, enracinée dans le système capitaliste, et dont les conséquences sont exacerbées par le changement d'échelle des structures économiques.

L'appropriation du marché, alimentaire notamment, par quelques multinationales, cela suppose :

- Des volumes de production tels qu'ils ne peuvent pas être apportés par de petits producteurs. Donc, des gros producteurs au Sud et au Nord, avec des structures de production nécessairement hiérarchisées, et une production industrialisée qui détériore l'environnement. Dans cette logique, une destruction du tissu social local.

- Une dépendance à l'égard des actionnaires qui conduit à vouloir réaliser des marges maximales à court terme, au mépris de la qualité des biens produits, du respect des animaux et de l'environnement, et des conditions de travail.

- Une coupure cognitive entre production et consommation. Au bout de la chaîne, on accepte, et même on choisit de consommer les produits les moins chers parce qu'on ignore tout de la manière dont ces produits ont été produits (ce sont les pauvres de nos pays qui achètent les produits du labeur des misérables d'autres pays).

La résistance altermondialiste, comme volonté de contenir la dérégulation économique mondiale, est donc déjà un élément essentiel d'une politique "rouge et verte", en ce qu'elle s'attaque à une cause essentielle des dégradations sociales et environnementales actuelles : dire "non" à la concurrence libre et non faussée comme objectif en soi, en Europe et dans le monde.

Tout ce qui va dans le sens de la relocalisation de l'économie, c'est "rouge et vert" : taxation sur la circulation des capitaux, qui peut être mise en place au niveau national ; au niveau local, encouragement des initiatives comme les AMAP ; conditionnement de l'installation de nouveaux magasins, restaurants, à un ap-

provisionnement local (c'est possible ?) ; conditionnement des constructions d'équipements collectifs (bibliothèques...) à un approvisionnement local en matériaux ; approvisionnement local pour les repas servis dans les cantines.

Développement et croissance

Derrière ce qu'on appelle "développement" (éventuellement, "durable") et "croissance", au Nord comme au Sud, il y a l'idée d'un "toujours plus", de quelque chose en perpétuelle augmentation. C'est, par exemple, plus de transports (en avion notamment), plus de communications (l'apparition des téléphones portables, puis l'élargissement du spectre de leurs possibilités, l'augmentation du temps des forfaits...), plus de consommation (d'appareils électroniques, de viande...). Des changements de mode de vie qui sont rarement délibérément choisis par les consommateurs, même s'ils peuvent dans certains cas favoriser des mobilisations de résistance (Internet, par exemple, comme outil militant). Ces changements sont coûteux d'un point de vue environnemental. Ils ne sont pas nécessairement perçus comme créateurs de problèmes sociaux, si on se place uniquement à l'échelle de notre pays, et si on ne se projette pas dans le long terme.

Et pourtant, si on considère que nos modes de vie ne sont pas du tout généralisables à l'ensemble de la planète (ce que les calculs d'empreinte écologique montrent), et encore moins pérennes (on est déjà aujourd'hui en surexploitation des ressources, comment croire que cette situation pourrait durer ?), il s'agit de solidarité, pour ceux et celles qui vivent ailleurs dans le monde, et pour ceux et celles qui vivront après nous, de choisir des modes de vie qui sont plus légers pour la planète. Il s'agit aussi d'une forme de solidarité pour les animaux de choisir de bannir les produits alimentaires les plus chargés en souffrance, comme ceux qui proviennent de l'élevage industriel (cela va également dans le sens de la décroissance matérielle puisque ces "produits" ont un coût très lourd pour l'environnement).

Une sorte de "solidarité élargie" nous conduit donc à promouvoir un mode de vie matériellement décroissant.

On ne peut donc que promouvoir une politique qui cherche à réduire la part des biens et des services les plus lourds pour l'environnement, en particulier lorsqu'ils constituent l'apanage de la partie du monde la plus favorisée : interdiction des vols aériens courts courriers lorsque des lignes ferroviaires existent, moratoire sur l'envahissement de l'espace par le "sans-fil", WIFI, WIMAX...

En parallèle, encouragement public, à tous les niveaux, par des subventions, par des politiques d'éducation, des comportements substitutifs aux comportements les plus lourds pour

l'environnement : renforcement des transports ferroviaires pour personnes et marchandises, développement des transports publics urbains et péri-urbains, menus alternatifs dans la restauration collective...

Il y a donc toute une série de mesures en apparence purement "vertes" qui sont "rouges et vertes" si on considère la solidarité dans son sens le plus large.

Les avocats de la croissance, qui participe à la mondialisation du capitalisme, et conduit à utiliser toujours plus de ressources, et à polluer toujours plus, s'appuient sur l'idée qu'elle permet de créer des emplois, et que dans une logique "gagnant-gagnant", elle permet d'enrichir tout le monde en même temps : les riches (beaucoup), et les pauvres (un peu). En réalité, la recherche de la croissance pour la croissance peut conduire à des licenciements massifs plutôt qu'à des créations d'emplois (licenciements pour convenance boursière). Au niveau national comme mondial, la logique de la croissance est responsable du creusement des inégalités (il y a concentration des capitaux dans une logique de profit, et concentration des richesses). Ces inégalités sont à la fois la conséquence et le moteur de la croissance : ce sont elles qui précipitent toute la société dans une course en avant. Les pauvres d'aujourd'hui veulent consommer comme les riches d'aujourd'hui ; lorsque demain ils consommeront comme les riches d'aujourd'hui, les riches inventeront de nouveaux modes de consommation pour se distinguer des pauvres. Et ainsi de suite...

Rompre avec la croissance, cela implique de partager les richesses aujourd'hui. Prendre à ceux qui ont beaucoup, donner à ceux qui ont moins. Par une politique fiscale à tous les niveaux (vive les impôts !). Par des services publics renforcés, gratuits ou à un prix conditionné au niveau de ressources. Grâce aux services publics, on peut choisir d'orienter le transport, l'énergie, ou la distribution alimentaire vers des modes de production plus écologiques. Partager aussi le travail, pour vivre mieux.

Le partage et la redistribution des richesses, mesures rouges s'il en est, ont donc aussi des répercussions vertes puisqu'elles permettent de rompre avec la société de croissance. Par ailleurs, le renforcement et le contrôle citoyen des services publics peuvent permettre d'orienter « vers le vert » toute une série de secteurs qui aujourd'hui sont engloutis par le privé : transport, énergie...

Le rouge tout seul ? Le vert tout seul ?

Une société seulement rouge aujourd'hui, ce n'est pas possible si on se place dans un cadre mondial, et si on se projette dans le long terme. Nos ressources planétaires sont limitées, et on ne peut pas avoir « plus » tous en même temps,

Contribution

alors que nous dépassons déjà la capacité de régénération de la planète. Une société seulement rouge, qui serait plus égalitaire mais qui ne préserverait pas notre base écologique ne pourrait pas durer.

En revanche, une société seulement verte aujourd'hui, on pourrait la concevoir. Il s'agirait de maintenir les inégalités actuelles, tout en éliminant ou en diminuant les produits ou les modes de production les plus polluants, par exemple par une taxation uniforme, à l'intérieur des Etats. Les conséquences d'une telle politique seraient inévitables, en ce qu'elle pèserait beaucoup sur les petits, et peu sur les gros. De même, on peut concevoir une politique « seulement verte » dans le cadre des négociations mondiales pour la réduction des gaz à effet de serre. Il s'agirait de continuer à promouvoir des mesures asymétriques pour les pays du Nord et pour les pays du Sud, les investissements dans des technologies dites propres au Sud, de la part des pays du Nord, les rémunérant à la fois en profits d'exploitation et en droits d'émission (MDP, « mécanismes de développement propres »). Ce n'est pas d'une telle société que nous voulons.

BILAN :

Il y a donc beaucoup de démarches existantes qui possèdent une dimension intrinsèquement « rouges et vertes », ou bien qui peuvent aisément être orientées dans cette direction :

- résistance altermondialiste
- défense des services publics
- redistribution des richesses

DES MESURES MOINS CLASSIQUES ?

- redistribution inter-entreprises pour favoriser l'emploi, avec option écologie (cf Benoît)
- médecine alternative préventive (non polluante, peut être rendue abordable par mesures fiscales)
- diversité culturelle, éducative (éducation citoyenne à consommer autrement, à devenir acteur/actrice de sa vie)
- réorientation des politiques de recherche (vers les énergies renouvelables, vers une agriculture respectueuse des écosystèmes)
- conférences de citoyens avec conclusions contraignantes
- jardins citoyens
- multiplication des lieux de vie collectifs (pour créer du lien social, pour partager des équipements)

Elodie VIEILLE-BLANCHARD
(Parsi Sud)

Il n'est pas utile de revenir très en détail sur la conjoncture actuelle, si ce n'est pour noter qu'à la difficulté de penser une rupture « révolutionnaire » s'ajoute la crise de perspective du débouché politique que constituerait un « bon gouvernement de gauche » et la menace de régression majeure dont est porteur le projet de la droite sarkozyste.

La crise de la « perspective révolutionnaire » n'est pas nouvelle, fruit des échecs du modèle bolchévique et des révolutions sociales et nationales des pays du sud, mais aussi du retard théorique et pratique des courants se réclamant des traditions communistes ou libertaires.

Un secteur important de la « gauche antilibérale » a cru pouvoir dépasser cette crise en théorisant une démarche à quatre volets :

- amplification des mobilisations sociales
- construction d'un débouché politique à ces mobilisations avec une nouvelle force politique antilibérale

- renversement des rapports de forces à gauche
- accession au pouvoir d'un « bon gouvernement » représentatif des aspirations populaires.

La coupure profonde entre champ social et champ politique, comme l'évolution du PS vers un nouveau type de parti de centre gauche ou démocrate, sont des obstacles forts à une telle démarche.

Enfin le projet de la Droite, déjà largement analysé (appui au capitalisme financiarisé, autoritarisme, atlantisme) présente une caractéristique majeure, à laquelle nous devons répondre : l'exacerbation des divisions au sein des couches populaires comme élément stratégique durable.

Faute de réponse à ce défi, la perspective de transformation sociale devient illusoire, et le règne du tous contre tous l'emporte.

Nous sommes donc confrontés à des incertitudes sur la stratégie comme sur le projet. La nostalgie des révolutions anciennes ou l'espoir de reconstruire une gauche keynésienne n'y répondent pas. Dans cette conjoncture, à gauche du PS

- un projet tente d'émerger, celui de la LCR
- un autre est en gestation, celui d'une « Linke » à la française
- un troisième cherche sa voie, la gauche alternative.

La LCR tente de faire naître un « nouveau parti » guévariste- libertaire (oxymore !) en s'appuyant sur la notoriété d'Olivier Besancenot, avec l'espoir de gagner une nouvelle génération militante à cette perspective.

Le projet d'une « Linke » à la française est porté par des antilibéraux, avec deux conditions pour un tel projet ; le dépassement du PCF et un départ de la gauche du PS, Melenchon devant jouer un rôle majeur dans le processus.

La gauche alternative, autogestionnaire, altermondialiste, écologiste se cherche.

Sur le plan politique, les Alternatifs en sont la seule composante organisée, un secteur significatif des collectifs antilibéraux évolue vers nos positions, la crise des Verts suscite aussi l'intérêt de certains écologistes, les plus radicaux, pour les Alternatifs.

Nous devons nous inscrire, parce que cette inscription correspond à notre projet politique (et est la condition de notre développement) dans un espace complexe

- les Alternatifs
- sont partie prenante de l'espace large antilibéral, mais en y portant des dimensions rouge et verte et autogestionnaire
- sont attentifs à l'espace ouvert par la crise de l'écologie politique

- doivent toujours plus rechercher des convergences avec les radicalités sociales.

Sur le plan social, une gauche alternative a vocation à être partie prenante à la fois des mobilisations collectives du salariat et du précaire, et de s'associer aux formes nouvelles de résistances et alternatives sur les terrains de la consommation, de la culture, des expériences concrètes à caractère autogestionnaire.

Elle ne se veut pas, à la différence des gauches et extrêmes gauches classiques LE débouché des mouvements sociaux, mais une composante de ces mouvements porteuse d'un projet et d'objectifs immédiats pouvant aider à la convergence des mobilisations, à une perspective commune pour la transformation sociale.

Il s'agit d'une perspective à moyen terme qui n'épuise pas la question de la place d'une organisation alternative à plus long terme : organisation « séparée », ou partie prenante d'un front commun pour la transformation sociale, voire, hypothèse la moins probable, courant d'un mouvement politique unifié.

Les Alternatifs sont porteurs de quelques intuitions politiques fortes, sans que les contenus soient à la hauteur de ces intuitions.

C'est pour poursuivre une réflexion sur ces contenus qu'est organisé le week de réflexion de Marmomme

1/ la « révolution lente »

Comment aider à construire et faire converger les résistances et alternatives sur tous les terrains, comment mener une guerre de positions idéologique, sociale, politique contre le capital et le règne de la marchandise.

Comment mettre en cohérence le caractère profondément « réformiste » de notre projet : des avancées partielles ici et maintenant, la participation critique aux institutions, et son caractère profondément « radical » : autogestionnaire, alternatif au capitalisme et au productivisme

2/ le rouge et le vert

Comment penser la cohérence de notre projet, de nos objectifs sur ces deux terrains, passer de la juxtaposition du rouge et du vert à la synthèse

3/ l'autogestion comme moyen chemin et but

Une organisation autogestionnaire . dans son organisation, ses pratiques, ses rapports avec les mouvements sociaux

Une organisation « séparée », lieu de synthèse politique, de coordination des pratiques, mais, tout autant, lieu perméable à la société, partie prenante du mouvement de transformation sociale et non avant-garde.

Des objectifs immédiats, l'auto-organisation comme apprentissage du partage des savoirs et des pouvoirs, comme outil pour le rassemblement le plus large dans la lutte, la construction d'avancées partielles, reprises autogestionnaires d'entreprises, appropriations de maisons vides pour le droit au logement et à la culture, inscription dans la durée d'espaces autonomes d'alterconsommation, de formation...

Le projet de société (cf texte congrès de 2004 des Alternatifs)

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE (Paris Sud)

UN AUTRE MONDE



EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.



♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents

AUTOGESTIONNAIRES



La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.

PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.